



# CEROM

Comptes Économiques  
Rapides pour l'Outre-mer



## Comptes économiques rapides de la Guyane en 2020 L'économie guyanaise fait preuve de résilience : la contraction du PIB est contenue

En 2020, année marquée par le début de la crise sanitaire, la croissance économique de la Guyane est négative et s'établit à -2,7 % après +0,2 % en 2019 mais chute moins que le reste de l'économie nationale (-7,9 %). Bénéficiant d'un contexte démographique plus favorable et d'une amélioration de sa balance commerciale en raison de la crise, l'économie guyanaise a mieux résisté, toutes proportions gardées, que la Guadeloupe et la Martinique. Pour ces deux territoires, le Produit Intérieur Brut (PIB), qui mesure « la richesse économique » créée sur une année, diminue respectivement de -4,9 % et -3,9 %.

La consommation des ménages et l'investissement chutent nettement et contribuent à la baisse de la croissance de respectivement -2,7 et -1,5 points. La consommation publique augmente en volume de +2,6 % après +2,5 % en 2019. L'activité spatiale, de nouveau en baisse, freine la croissance mais sans incidence à court terme sur les autres secteurs de l'économie.

Les exportations et les importations reculent respectivement de 22,2 % et 16,2 %. Il en résulte une réduction de 12 % du déficit commercial de la Guyane vis-à-vis du reste du monde. La baisse du déficit commercial signifie que l'économie locale a réduit sa dette vis-à-vis de l'étranger. Ce basculement, à savoir une moindre dépendance au commerce extérieur cette année, est favorable à l'économie locale et atténue mécaniquement la baisse du PIB guyanais de 4,0 points.

Le produit intérieur brut de la Guyane s'établit en 2020 à 4,4 milliards d'euros courants. Le PIB diminue de 1,3 % en valeur et de 2,7 % en volume sous l'effet des prix qui progressent de +1,5 % sur l'année (figure 1).

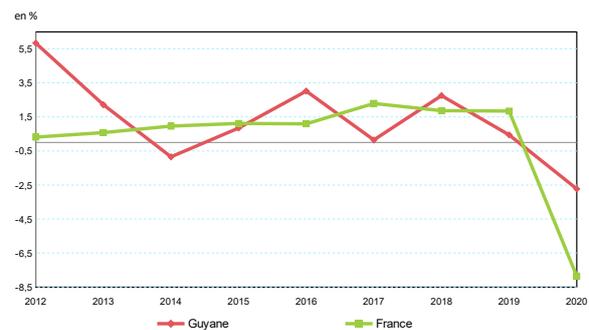
Le PIB par habitant, en baisse de 3,3 % atteint ainsi 15 260 euros constants. Il s'élève à 23 059 euros en Guadeloupe et 24 578 euros en Martinique, dans un contexte similaire de baisse démographique pour ces deux régions, et de 31 969 euros pour la France entière.

**La consommation des ménages marque le pas, celle des administrations continue d'augmenter**

Malgré une croissance démographique dynamique et une inflation contenue (+0,7 %), la consommation des ménages chute lourdement de 4,6 % à cause des mesures restrictives

### 1. La croissance guyanaise reste au-dessus du national

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2017 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2018-2020).

mises en place pour endiguer l'épidémie de COVID-19 telles la fermeture des commerces non essentiels durant le confinement ainsi que la réduction du trafic de passagers les trimestres suivants. En contribuant de - 2,7 à la chute de la croissance (figure 2), la consommation des ménages montre à quel point elle joue un rôle majeur au sein de l'économie guyanaise à l'instar des années précédentes.

Parallèlement, le recours au dispositif de chômage partiel qui a limité la baisse des rémunérations dans le privé (- 4,0 %), ainsi que la hausse modérée des rémunérations dans la fonction publique (+ 2,5 %), ont soutenu le pouvoir d'achat (définition) qui fléchit à peine de - 0,3 %. Le revenu disponible brut des ménages ne recule pas en effet, il progresse de + 0,3 % en 2020. Néanmoins, le fait de moins consommer en raison des restrictions fait bondir mécaniquement l'épargne de + 15 % et son taux passe de 22,3 % à 25,9 %.

Le volume de consommation en carburants (- 22,4 %), hébergements et restauration (- 24,5 %) et transports (- 42,7 %), billets d'avion inclus, baisse conséquemment. Celui des ventes aux particuliers de biens manufacturés diminue de 3 %. Cette baisse modérée cache cependant de fortes disparités si l'on tient compte que le nombre de véhicules importés, dont l'évolution est corrélée avec les ventes de véhicules aux ménages, baisse de 19 %. En dehors de ces produits, la consommation des ménages augmente nettement de 4,7 %, sans toutefois parvenir à compenser les baisses importantes susmentionnées.

À l'inverse, la consommation des administrations publiques, qui correspond aux dépenses hors investissements de ces dernières, augmente en volume de 2,6 % (figure 3) comme en 2019 (+ 2,5 %). Cette hausse permet de réduire de 1,2 point la baisse du PIB. Cela est essentiellement dû à la hausse des rémunérations des agents publics (+ 2,5 %) qui va de pair avec la hausse des dépenses dans le secteur de la santé pour faire face au surcroît de malades engendré par la pandémie de COVID-19.

### L'investissement plie mais ne rompt pas

La formation brute de capital fixe (FBCF) baisse de 5,9 % en volume (figure 4) et pénalise de - 1,5 point la croissance du PIB. L'investissement privé, après avoir bondi de + 34,8 % en 2019, baisse de - 2,6 %. Il reste néanmoins à un niveau supérieur à celui de 2014 ; comme en témoigne l'encours des crédits à l'investissement des entreprises, corrélés avec les investissements à venir, qui reste à un niveau élevé (+ 17 %). L'investissement privé compense un investissement public qui baisse à nouveau très nettement de 13,4 % (après - 43,3 % en 2019).

De nombreux chantiers, issus notamment du Plan d'Urgence lancé en 2017, ont en effet débuté ou été livrés en 2020. Ainsi, dans le secteur de la construction, la ZAC de Soula a été inaugurée (2 600 logements, représentant 130 M€ d'investissements), les travaux de l'Écoquartier de Palika à Cayenne ont débuté (17,5 M€). Dans le transport, les projets de rénovations des quais du Degrad des Cannes (18 M€) ont été engagés et se poursuivent, comme les travaux du pas de tir d'Ariane 6 ; dans l'énergie, EDF a investi pour sécuriser et développer le réseau de Saint-Georges à Apatou (47 M€)

## 2. La croissance recule

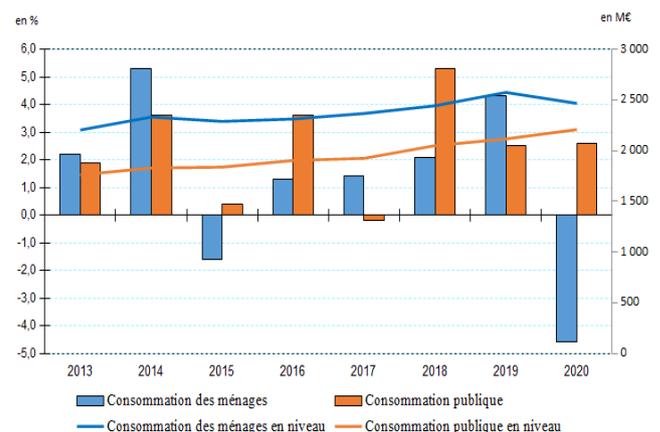
Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	2020 (en millions d'euros courants)	Évolution 2019/2020 en %			Contribution à la croissance (en points)
		Volume	Prix	Valeur	
Produit intérieur brut	4 351	-2,7	1,5	-1,3	-2,7
Consommation des ménages	2 466	-4,6	0,4	-4,2	-2,7
Consommation des administrations publiques	2 208	2,6	1,7	4,3	1,2
Investissement	1 054	-5,9	1,0	-5,0	-1,5
Imports de biens et services	2 421	-16,2	-1,0	-17,0	10,7
Exports de biens et services	1 028	-22,2	-1,1	-23,0	-6,7
Variation de stocks	16	///	///	///	-3,8

Source : Cerom, comptes rapides 2020.

## 3. La consommation des ménages décroche, celle des administrations publiques résiste

Évolution de la consommation des ménages et des administrations en volume (en %)



Lecture : la consommation des ménages chute de 4,6 % et atteint un niveau de 2 466 millions d'euros.

Source : Cerom, comptes rapides 2020.

tandis que la société Voltalia a mis en service en novembre, à Mana, une centrale de stockage par batteries d'une capacité de 10 MW (8 M€). Dans l'éducation, les constructions de la cité scolaire de Saint Georges de l'Oyapock (67 M€), et du lycée de Maripasoula (40 M€) se sont poursuivies en 2020 en dépit des contraintes liées au confinement.

### L'activité spatiale recule à nouveau

En procédant à 7 lancements réussis en 2020, le plus petit nombre de lancements depuis 2010 (6 lancements), le spatial connaît à nouveau une baisse de production en volume (- 16,5 %) qui impacte toute la branche transport, qui chute davantage (- 26,7 %) compte tenu des restrictions sur l'aérien. La forte augmentation de la production stockée (+ 75 M€) qui triple par rapport à 2019, année elle-même de fort stockage (+ 26 M€), reflète les difficultés rencontrées par le secteur contraint d'interrompre les lancements entre le 18 février et le 15 août 2020.

Les exportations de services de transport, principal débouché de la filière, chutent de 22,7 % et contribuent toutes choses égales par ailleurs à - 4,9 points à la baisse du PIB. Par suite, l'ensemble des exportations baisse de 22,2 % en volume et contribue pour - 6,7 points à la baisse de la croissance. La réduction des importations, notamment celles issues des commandes de la branche spatiale dont une bonne partie est incorporée dans le service de transport spatial exporté, fait néanmoins plus que compenser l'impact de l'importante baisse des exportations sur le PIB de la Guyane.

### Réduction du déficit commercial : la baisse des importations compense celle des exportations

En excluant les dépenses des touristes et les résultats du centre spatial, les exportations chutent en volume de 7,5 % (après - 11,7 % en 2019). Leur niveau n'a jamais été aussi bas depuis dix ans. Les dépenses des touristes, comptabilisées dans les exportations, baissent de 50,9 %, mais pèsent peu (2,2 %) sur l'ensemble des exportations hors effets induits.

Les importations baissent en volume de 16,2 % (figure 5) et font plus que compenser, avec une contribution de + 10,6 points à la croissance du PIB, la chute des exportations (- 22,2 %).

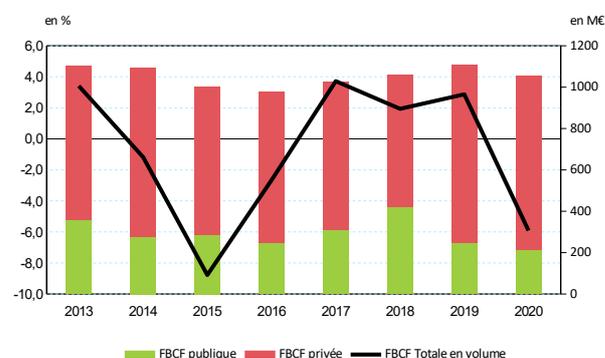
En chutant respectivement de 23,3 % et 53,4 %, les importations de biens manufacturés et services de transport, sont les principales responsables de la baisse des importations. Ce sont donc essentiellement elles, au travers du solde commercial qui ont compensé, par les économies réalisées sur ces produits, la chute du PIB avec des contributions de respectivement de + 5,8 et + 2,6 points.

La baisse des importations pèse à double titre sur l'économie en privant les ménages de certains biens non produits localement et les entreprises d'équipements ou de matières premières indisponibles sur le territoire, ce qui affecte les performances de la production locale. Toutefois, cette baisse peut aussi provoquer des effets de substitution favorables à l'économie locale. Par exemple, l'absence de certains produits importés peut entraîner une préférence (par défaut) pour les produits locaux qui rendent le même service autant aux ménages qu'aux entreprises. En ce sens, la baisse des importations induit des revenus qui profitent à l'économie locale et non plus à l'extérieur.

Dans le cas de la Guyane, la réduction de l'activité aérienne, spatiale et celle des déplacements des ménages et entreprises ont permis d'économiser sur le poste carburant. De même, la réduction du nombre de lancements en 2020 a réduit la consommation intermédiaire du spatial et par suite ses importations. Le spatial a d'autant plus pu diminuer ses importations en 2020 qu'il s'était constitué un stock de matières premières important en 2019, suite aux reports de deux lancements. Toutefois, en puisant dans les stocks, les entreprises du spatial pénalisent malgré tout de - 3,8 points la croissance.

## 4. L'investissement perturbé

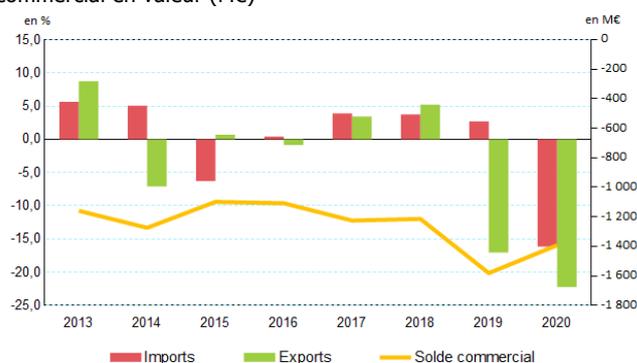
Montant des investissements (en millions d'euros courants) et évolution (en%)



Lecture : la FBCF diminue de 5,9 % et atteint un niveau de 1 054 millions d'euros. Source : Insee, CEROM, Comptes rapides 2020.

## 5. La baisse importante des importations compense celle des exportations, le solde commercial s'améliore

Évolution des échanges extérieurs en volume (en %) et du solde commercial en valeur (M€)



Lecture : le déficit commercial atteint 1 392 millions d'euros. Les exports chutent de 22,2 %. Source : Insee, CEROM, Comptes rapides 2020.

Cette substitution est finalement presque à somme nulle sur la croissance du PIB, correspondant à la somme des contributions des exportations (- 6,6 points), des importations (+ 10,6 points) et des variations de stocks (- 3,8 points). Elle a néanmoins le mérite d'améliorer le déficit commercial (+ 11,1 %) guyanais après l'explosion du déficit en 2019 (- 28,7 %). ■

### **En 2020, la crise sanitaire stoppe la croissance**

En 2020, la pandémie de Covid-19 met un coup d'arrêt brutal à l'économie mondiale. La France est confinée du 17 mars au 11 mai et le gouvernement instaure l'état d'urgence sanitaire le 24 mars. L'économie du pays tout entier, et donc de la Guyane, tourne au ralenti.

Les premières évaluations ont déduit un recul de l'activité de l'ordre de 25 % du fait de ce 1er confinement, ce qui représente un coût de - 3,9 points de croissance sur l'année pour la Guyane. Sur le territoire, des restrictions supplémentaires ont été appliquées tout au long de l'année : couvre-feu, restrictions des déplacements, motifs impératifs pour voyager... Elles ont augmenté l'impact initial de la crise sur la croissance du PIB. Ainsi, avec une croissance réelle de - 2,7 % en 2020, l'économie guyanaise a donc plutôt bien résisté à la crise.

### **Le climat des affaires : une baisse de confiance et d'activité en 2020, mais une reprise solide**

Calculé par l'IEDOM chaque trimestre, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) s'est nettement contracté en début d'année 2020, sous l'effet du choc provoqué par la pandémie de COVID-19 et des mesures mises en œuvre pour y faire face. L'ICA a ainsi touché son point bas historique à 66,1 points, très éloigné de sa moyenne de longue période de 100 points, synonyme de bonne santé économique et de confiance des entreprises du territoire. Sur l'année 2020, l'ICA moyen s'établit à 82,0 points, un niveau en phase avec la contraction du PIB enregistrée par le partenariat CEROM.

Toutefois, l'ICA s'est réorienté à la hausse dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2020. Celle-ci s'est poursuivie en 2021 permettant à l'indicateur de combler ses pertes et de retrouver ses niveaux d'avant-crise au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, à 105,8 points.

## **Définitions**

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Le **pouvoir d'achat** correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages est calculée en retranchant au taux de croissance du revenu disponible brut des ménages, le taux de croissance du déflateur de la dépense de

consommation finale en comptabilité nationale. Ce dernier diffère quelque peu du taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), principalement parce que son champ est plus large que celui de l'IPC.

## **Méthodologie**

### **Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance**

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Edom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2020 de la Guyane reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soit connue. Ainsi, les données de 2018 et 2019 présentées dans cette publication ont été révisées cette année.

### **Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guyanaise**

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

### **Les comptes économiques sont en base 2014**

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.



Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (CEROM) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISÉE), l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF).

Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

**Pour en savoir plus :**

- Cornut M., Louis J. , « [Un recul de l'activité économique de 25 % pendant le confinement](#) », Insee Flash Guyane n° 128, juin 2020
- « [Rapport annuel économique 2020 - IEDOM en Guyane](#) », édition 2021
- « [Bilan économique 2020 - Guyane](#) », Insee Conjoncture n°14, juillet 2021
- « [Les comptes économiques de la Guyane](#) » consultables sur le site du CEROM



**Directeur de la publication :** Olivier Lena

**Rédaction en chef :** Delphine Artaud

**Rédacteur :** Jean Louis

**Contributeurs :** Jean Louis (Insee), Alison Brunier (AFD), David Lauret (IEDOM Guyane)

**Éditeur :** CEROM

**Achévé de rédiger en octobre 2021**

**Dépôt légal :** octobre 2021 – ISSN 2114-0456